

Pétropolitiques

Fatiha Talahite

Université Paris Nanterre

info@extractivism.de | www.extractivism.de



| The Author

Dr. Fatiha Talahite est économiste, ancienne chercheuse au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), et maintenant chercheuse associée à EconomiX, CNRS à l'Université Paris Nanterre. Elle a rejoint le CNRS en 1995, d'abord au Clersé (Université de Lille), puis en 2000-2012 au CEPN (Université Paris 13), et enfin au Cresppa (Universités Paris 8/Nanterre) en 2022. Avant 1995, elle était maître de conférences à l'université d'Oran (Algérie). Ses travaux portent sur la transformation de l'économie algérienne, ainsi que sur l'économie du genre, à la fois théorique et appliquée au monde arabo-musulman. Elle est chargée de recherche à l'adresse www.extractivism.de.

Extractivism Policy Brief is an Open Access online publication downloaded freely at www.extractivism.de. Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the [Attribution-NoDerivs 3.0 Germany \(CC BY-ND 3.0 DE\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/de/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the www.extractivism.de project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2023, All rights reserved.

IN SHORT

EN

- The dominant trend was that oil and natural gas were first and foremost a matter of market mechanisms and competition rules, even if they interacted with politics and geopolitics.
- The WTO persisted in treating hydrocarbons as commodities like any other, ignoring both their common character and their impact on the environment and climate.
- The conflict in Ukraine has caused an upheaval. Within a few months, Europe faced a serious threat of energy shortages.
- In a few months, the rehabilitation of coal and nuclear power has shattered the results of long years of struggle, negotiation and compromise. In July 2022, the European Parliament awarded the "green energy" label to natural gas and nuclear power.
- This leads us to reflect on the notion of petropolitics and its treatment in this context of crisis. In this note, we are interested in its origin, its different uses and meanings over time, and how it is defined differently in Northern and Southern countries.

DE

- Es galt als vorherrschende Trend, dass Erdöl und Erdgas in erster Linie als Angelegenheit von Marktmechanismen und Wettbewerbsregeln angesehen wurden, auch wenn sie mit Politik und Geopolitik zusammenhängen.
- Die WTO behandelte Kohlenwasserstoffe nach wie vor als Ware wie jede andere und ignorierte sowohl ihren Gemeingutcharakter als auch ihre Auswirkungen auf die Umwelt und das Klima.
- Der Konflikt in der Ukraine hat einen Umbruch ausgelöst. Innerhalb weniger Monate drohte Europa eine ernsthafte Energieknappheit.
- Innerhalb weniger Monate hat die Rehabilitierung der Kohle- und Atomkraft die Ergebnisse jahrelanger Kämpfe, Verhandlungen und Kompromisse zunichte gemacht. Im Juli 2022 verlieh das Europäische Parlament dem Erdgas und der Kernkraft das Label "grüne Energie".
- Dies veranlasst uns, über den Begriff der Petropolitik und seiner Behandlung in diesem Krisenkontext nachzudenken. In dieser Arbeit untersuchen wir den Ursprung des Begriffs, seine unterschiedliche Verwendung und Bedeutung im Laufe sowie die unterschiedlichen Definitionen in nördlichen und südlichen Ländern.

FR

- La tendance dominante était que le pétrole et le gaz naturel étaient avant tout une question de mécanismes de marché et de règles de concurrence, même s'ils étaient en interaction avec la politique et la géopolitique.
- L'OMC a persisté à traiter les hydrocarbures comme des marchandises comme les autres, ignorant à la fois leur caractère commun et leur impact sur l'environnement et le climat.

- Le conflit en Ukraine a provoqué un choc. En quelques mois, l'Europe a été confrontée à une grave menace de pénurie énergétique.
- En quelques mois, la réhabilitation du charbon et du nucléaire a fait voler en éclats les résultats de longues années de lutte, de négociation et de compromis. En juillet 2022, le Parlement européen a attribué le label "énergie verte" au gaz naturel et à l'énergie nucléaire.
- Cela nous amène à réfléchir sur la notion de pétropolitique et son traitement dans ce contexte de crise. Dans cette note, nous nous intéressons à son origine, à ses différents usages et significations au fil du temps, et à la manière dont elle est définie différemment dans les pays du Nord et du Sud.

ES

- La tendencia dominante era que el petróleo y el gas natural eran ante todo una cuestión de mecanismos de mercado y normas de competencia, aunque interactuaran con la política y la geopolítica
- La OMC persistía en considerar los hidrocarburos como mercancías como las demás, ignorando tanto su carácter de bienes comunes como su impacto en el medio ambiente y el clima.
- El conflicto de Ucrania ha provocado una conmoción. En pocos meses, Europa se enfrentó a una grave amenaza de escasez energética.
- En pocos meses, la rehabilitación del carbón y de la energía nuclear ha hecho añicos los resultados de largos años de lucha, negociación y compromiso. En julio de 2022, el Parlamento Europeo concedió la etiqueta de "energía verde" al gas natural y a la energía nuclear.
- Esto nos lleva a reflexionar sobre la noción de petropolítica y su tratamiento en este contexto de crisis. En esta nota, nos interesamos por su origen, sus diferentes usos y significados a lo largo del tiempo, y la forma en que se define de manera diferente en los países del Norte y del Sur.

| Pétropolitiques

Il y a peu de temps encore, la tendance dominante était de faire du pétrole et du gaz une question relevant avant tout des mécanismes du marché et des règles de la concurrence, même si elle interagissait avec le politique et la géopolitique. Tandis que l'Europe mettait en place un vaste marché du gaz, l'OMC persistait à considérer les hydrocarbures comme des marchandises comme les autres, faisant fi tant de leur caractère de biens communs que de leur impact sur l'environnement et le climat¹. L'exigence de sortie des énergies fossiles afin d'enrayer les effets catastrophiques du changement climatique était elle-même inscrite dans ce cadre conceptuel, et l'on voulait faire confiance aux mécanismes économiques et aux innovations technologiques pour mener à bien la transition énergétique, par la substitution progressive et sans heurts d'énergies « vertes » et renouvelables aux énergies fossiles.

Le conflit en Ukraine a bouleversé la donne. En quelques mois, l'Europe a été confrontée à une grave menace de pénurie d'énergie. Pris de panique, ses dirigeants se sont mis à rechercher des sources d'approvisionnement tous azimuts, au risque de bouleverser les équilibres géopolitiques antérieurs. Pour remplacer le gaz russe, l'Allemagne s'est tournée vers le Qatar, la France vers l'Algérie, l'Italie vers l'Algérie et la Libye, ce qui ouvre à ces pays que l'Europe avait écartés au profit de la Russie, une fenêtre d'opportunité pour rétablir leur pouvoir de négociation. En l'espace de quelques mois, la réhabilitation du charbon et du nucléaire a fait voler en éclat les résultats de longues années de luttes, négociations et compromis. En juillet 2022, contre toute évidence, le Parlement européen accorde le label « énergies vertes » au gaz et au nucléaire!

¹ Cette organisation avait veillé à être compatible avec le Traité sur la charte de l'énergie (1998) qui visait « à promouvoir l'accès aux ressources énergétiques des pays d'Europe centrale et orientale, et en particulier de l'ex-URSS (...) dans un espace commercial rénové, en vue de faire régner les règles de l'économie de marché et de remédier aux obstacles aux échanges et aux investissements internationaux,

Dès lors, la question de l'énergie apparaît pour ce qu'elle est, éminemment politique. Cela nous amène à réfléchir à la notion de pétropolitique et comment elle peut être maniée dans ce contexte de crise. Dans cette note, nous nous intéressons à son origine, ses différents usages et significations au cours du temps et la manière dont elle est déclinée différemment lorsqu'il s'agit de pays du Nord ou du Sud.

La première fois que le terme pétropolitique a été utilisé dans une publication, c'était dans un rapport pour le Sénat américain (Ribicoff, 1973) accusant les pays arabes de l'OPEP d'utiliser l'« arme du pétrole » contre les Etats-Unis pour infléchir leur soutien à la politique israélienne. Cela a suscité un débat théorique dans la SAIS Review (Brewer, 1974 ; Cooper & Brewer, 1974) qui a débouché sur la conclusion que l'intérêt économique primait sur les motifs politiques dans la stratégie de l'OPEP. Cette polémique s'est poursuivie, mais l'expression utilisée fut désormais « arme du pétrole » plutôt que pétropolitique (Mauil & Mauil, 1975; Paust & Blaustein, 1974; Licklider, 1982; 1988). On peut supposer que ces auteurs ont préféré cette formulation au terme initial de pétropolitique dans le but de ne pas élever l'embargo arabe au rang noble d'une politique. Seuls ceux qui l'ont considéré comme un succès ont continué à parler de pétropolitique (Al-Sowayegh, 1984; Tuma, 1985).

L'autre terme pour parler de l'arme du pétrole était celui d'*embargo*. De la même manière, toujours au plan lexical, certains ont préféré le terme de *boycott* à celui d'*embargo*. Graf (2012) remarque que « *de nombreux observateurs contemporains ont parlé d'un 'boycott pétrolier' arabe, probablement parce qu'ils considéraient que boycott qui est traditionnellement une arme des économiquement faibles était plus approprié pour les pays producteurs de pétrole* »². On a ici un

et, plus fondamentalement, d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en énergie.» (Lamoureux, 2023). Le considérant aujourd'hui comme dépassé, les pays se retirent les uns après les autres de ce Traité, malgré l'annonce récente de sa « modernisation ».

² "many contemporary observers talked of an Arab 'oil boycott', presumably since they deemed a boycott that is

exemple concret de la manière dont la transposition des rapports de domination dans le langage peut-être le résultat d'une stratégie lexicale consciente de la domination.

On peut remarquer que l'expression « arme du pétrole » a été utilisée pour désigner l'embargo lorsqu'il est pratiqué par des pays exportateurs de pétrole contre des pays clients, mais pas dans l'autre sens, lorsque l'embargo est pratiqué par des pays clients et est dirigé contre des pays producteurs de pétrole. Dans le premier cas, il s'agit de refuser de vendre son pétrole aux pays sous embargo, tandis que dans le second, il s'agit d'interdire d'acheter le pétrole des pays sous embargo. Et pourtant, les cas sont nombreux et dans la plupart l'interdiction d'acheter venait des Etats-Unis. Parmi les pays pétroliers qui ont été à un moment ou à un autre visés par un tel embargo et qui le sont encore pour certains, on peut citer l'Iran, l'Irak, la Libye, la Russie, le Venezuela. Dans ce cas, nous pourrions parler d'*embargo de la demande*, par opposition à *embargo de l'offre* dans le cas précédent.

Le terme pétropolitique s'est alors défait de sa connotation guerrière pour devenir un concept général de géopolitique internationale en matière d'enjeux pétroliers, s'appliquant aux politiques des États, des compagnies pétrolières, des organisations internationales, à l'échelle mondiale ou régionale (Arriagada, 2006; Akdemir, 2011; Ramakrushna, 2019). Son usage s'est ensuite étendu à la politique étrangère des États pétroliers ou pétro-États³ (Weber, 2014; 2018) puis à leur politique intérieure (Grant, 2011; Coronel, 2007; Stendie, 2013; Adkin, 2016). Il a été élargi aux autres sources d'énergie, à travers le concept d'énergopolitique, incluant notamment le nucléaire (Boyer, 2011). Enfin, le concept a été étendu aux effets des pétropolitiques en matière de droits humains (Ibeanu, 2002), d'environnement (Boyer, 2011; Cederlof & Kingsbury, 2019), d'impact sur les peuples autochtones ou indigènes (Adkin, 2011; Stendie, 2013) ainsi que sur les territoires, dont ceux de passage des oléoducs (Stendie, 2013; Ramakrushna, 2019).

traditionally a weapon of the economically weak to be more appropriate for the oil-producing countries." (Graf, 2012, p. 208).

³ Weber (2018) définit un pétro-État comme produisant au minimum deux millions de barils/jour et dont les recettes d'exportation égalisent ou dépassent 5 % du PIB.

Dans cette littérature, le terme pétropolitique est le plus souvent utilisé au sens trivial de politique pétrolière et rares sont les auteurs qui en donnent une définition élaborée. Fontaine (2010) l'assimile à la gouvernance énergétique. Boyer (2011), qui a commencé par définir l'énergopolitique comme « le pouvoir sur (et par) l'énergie », a fini par opter pour le concept d'énergopouvoir (Boyer, 2014), qu'il définit comme « l'exploitation de l'électricité et du carburant », concept qu'il érige au statut de complément du paradigme foucauldien de "biopouvoir", au sens de « gestion de la vie et de la population ». Il explore « comment les modalités du 'biopouvoir' dépendent aujourd'hui, à des égards cruciaux, des modalités de l'énergopouvoir et vice-versa »⁴.

S'appuyant sur les travaux de Boyer (2011; 2014), Cederlof & Kingsbury (2019) distinguent deux modalités complémentaires de pouvoir, la pétropolitique comme « moyen de manœuvre géopolitique autour de l'approvisionnement en pétrole » et l'énergopouvoir qui définit l'énergie « non pas comme une marchandise géostratégique mais comme une relation qui lie les lieux entre eux, façonnant les possibilités politiques, l'identité et les relations sociales »⁵. Grant (2011) met en œuvre ces deux concepts dans son étude sur les pétropolitiques au Venezuela à travers le bloc commercial PetroCaribe.

Le terme a fait son entrée dans la science économique de manière paradoxale, avec un court article du journaliste Thomas Friedman (2006) dans le magazine Foreign Policy où il prétend établir une « première loi de la pétropolitique » postulant que les libertés politiques diminuent ou augmentent dans les pays producteurs de pétrole en proportion directe de la hausse ou de la baisse du prix du pétrole. Bien que publiée dans un magazine, cette « première loi de la pétropolitique » a suscité des réactions et a été commentée et testée dans la littérature académique (Watts, 2009; Townsend, 2009; Wacziarg, 2012; Raynea & Forest, 2013; Balan, 2016; Ibadildin, 2019).

⁴ "how modalities of "biopower" (the management of life and population) today depend in crucial respects upon modalities of energopower (the harnessing of electricity and fuel) and vice-versa."

⁵ "Energopower defines energy not as a geostrategic commodity but as a relation that binds places together, shaping political possibility, identity, and social relations."

Friedman (2006) avait lui-même admis s'être basé sur des corrélations imparfaites pour établir sa « loi », qui comprenait par ailleurs des exceptions, arguments mis en avant pour lui contester le statut de loi économique (Watts, 2009; Raynea & Forest, 2013). Réfutée par Townsend (2009) et Wacziarg (2012)⁶, elle a finalement été ramenée au rang de simple hypothèse, vérifiable éventuellement dans certains cas limités dans le temps et dans l'espace (Balan, 2016; Ibadildin, 2019). Cette tentative s'inscrit dans la longue série des théories visant à établir une relation pérenne entre revenus pétroliers et système politique (Dutch disease, resource curse, théories de la rente) et vient s'ajouter à la littérature prolifique sur le sujet.

En économie, les auteurs qui se réfèrent aux pétropolitiques sont rares. On peut citer ce récent article de Boucekine et al. (2021) qui examine la relation entre la volatilité des revenus des ressources et la qualité des institutions. Cette étude, qui couvre 91 pays sur la période 1973-2005, débouche sur le constat que la libéralisation diminue lorsque la volatilité des revenus pétroliers augmente.

Finalement, on peut retenir deux, voire trois significations ou utilisations du terme Pétropolitique. La première désigne une politique centrée sur le pétrole mais dont l'objectif est autre que le pétrole. Le cas à l'origine de cette expression est l'embargo pétrolier de l'OPEP en 1973, accusé de viser à faire pression sur la politique américaine, à travers « l'arme du pétrole ». Pourtant, pour de nombreux analystes, cet embargo visait avant tout l'intérêt économique des pays de l'OPEP, à travers l'augmentation du prix du pétrole. Dès lors, il entrerait plutôt dans la deuxième signification de la pétropolitique, au sens de politique pétrolière, c'est-à-dire dont l'objectif concerne le pétrole, de l'exploration à l'extraction, l'exploitation, la vente, le transport, jusqu'à la détermination du prix. Cette notion peut enfin être étendue à toute politique, à partir du moment où elle est déterminée d'une manière ou d'une autre par le pétrole. Il s'agit du troisième sens ou usage du terme pétropolitique. Il peut désigner par exemple la politique économique des pays pétroliers, qui englobe la manière dont ils utilisent les revenus du pétrole, leur politique monétaire, leur politique du commerce extérieur. Il peut être étendu à la politique de l'emploi, du territoire, de l'environnement, etc. de ces pays.

⁶ "We use a variety of time series and panel data methods over a wide range of country subsamples and time periods, finding

Pour revenir à la première signification de pétropolitique, comme politique centrée sur le pétrole mais dont l'objectif est autre que le pétrole, initialement appliqué à l'embargo pétrolier de 1973 interprété comme mise en œuvre de l'« arme du pétrole », il en existe bien sûr de nombreux autres cas. On peut citer la réunion de pays producteurs de pétrole à Doha en avril 2016, où l'Arabie Saoudite fit primer son hostilité à l'Iran sur ses intérêts pétroliers. En effet, alors qu'une entente sur le gel de la production jusqu'en janvier était sur le point d'aboutir, dans le but d'enrayer la chute des cours et stabiliser le marché, le Royaume des Saoud fit échouer la négociation en exigeant l'inclusion de l'Iran à l'accord, dans le seul but d'empêcher ce pays de profiter de la fenêtre d'opportunité qui s'ouvrait à lui pour récupérer ses parts de marché, avec la levée partielle des sanctions internationales suite à l'entrée en vigueur de l'accord sur le nucléaire.

Un exemple plus récent est lié à la guerre en Ukraine, avec la décision de l'Union européenne, le 31 mai 2022, d'interdire l'achat de pétrole russe, visant une réduction de près de 90% de ces importations fin 2022. Cet embargo devait s'imposer au reste du monde, à travers notamment l'interdiction faite aux tankers ainsi qu'aux compagnies d'assurances de participer au transport du pétrole russe, sous peine de sanctions.

Si on étend ces politiques au gaz, il y a aussi l'utilisation des gazoducs Nordstream 1 et 2 comme moyens de pression dans ce conflit. Suite aux sanctions décidées par l'Allemagne, l'Union européenne et les États-Unis, la société Nord Stream 2 doit déposer son bilan début mars 2022. Notons que dès décembre 2019, la construction de ce gazoduc, débutée en avril 2018, avait dû être interrompue du fait de sanctions des États-Unis, pour reprendre peu après. Quant à Nord Stream 1, en service depuis 2012, ce sont des raisons techniques qui sont mises en avant par Gazprom pour justifier les réductions et interruptions du transit durant l'été 2022, pour finalement annoncer début septembre le report *sine die* de son redémarrage.

On peut même dire qu'une pétropolitique met rarement en jeu le seul facteur pétrole et est souvent liée à des objectifs de puissance, d'hégémonie, de rivalité entre États, surtout si elle est déployée à l'échelle

strictly no evidence in favour of this so-called 'First Law of Petropolitics' (Friedman, 2006)."

géostratégique. En d'autres termes, comme l'écrit Bina (2013, p. 2) « *le pétrole n'est pas un objet mais une trajectoire, voire une constellation d'exigences, d'événements, d'actions et de réactions, de disputes et de réfutations, de disparités et de déviations et, surtout, de contradictions et de conflits à travers le temps historique et les relations sociales fusionnées et conjointes* »⁷.

De nombreux travaux ont montré comment le pétrole est intimement lié à l'histoire de la colonisation et de l'empire, et comment, dans les guerres coloniales et postcoloniales, la rivalité entre empires pour le contrôle des sources d'énergie est indissociablement liée à la lutte pour leur hégémonie. Par contre, peu de travaux décrivent des stratégies alternatives dans les pays du sud.

Une exception notable est l'étude de Grant (2011) sur PetroCaribe, une alliance commerciale pétrolière régionale dirigée par le Venezuela et Cuba visant à « établir une région énergétique anti-impériale dans les Caraïbes ». Dans cette étude, Grant met en application les concepts de pétropolitique et d'énergopouvoir, comme deux modalités complémentaires de pouvoir. Il écrit : « *La pétropolitique définit PetroCaribe comme un moyen de manœuvre géopolitique autour de l'approvisionnement en pétrole, renforçant l'influence régionale du Venezuela tout en donnant du pouvoir aux nations insulaires des Caraïbes vis-à-vis des États exportateurs de pétrole* »⁸, tandis que « *L'énergopouvoir définit l'énergie non pas comme une marchandise géostratégique mais comme une relation qui lie les lieux entre eux, façonnant les possibilités politiques, l'identité et les relations sociales* »⁹. Il montre comment PetroCaribe s'inscrivait dans un projet de développement post-néolibéral et anti-impérialiste, visant à « *établir des flux d'énergie et de personnes sur une logique autre que la concurrence basée sur le marché* »¹⁰. Il s'agissait de « *reconfigurer les relations de*

pouvoir historiquement enracinées dans le paradigme pétro-politique néolibéral »¹¹ pour un « *modèle de développement plus inclusif et démocratique basé sur la consommation de combustibles fossiles* »¹². PetroCaribe a renforcé la sécurité énergétique des États de la région en leur permettant de s'approvisionner en pétrole à des conditions préférentielles et en augmentant leurs capacités de traitement du pétrole. En aidant les « nations sœurs » de la région à garantir leur souveraineté énergétique, le Venezuela a étendu son influence dans les Caraïbes. En retour, « *l'internationalisme cubain a permis la transformation sociale au Venezuela et dans toute la région énergétique* »¹³.

On peut comparer cette expérience d'alliance pétropolitique dans les Caraïbes aux pétropolitiques au Maghreb et notamment à la solidarité énergétique entre l'Algérie et la Tunisie, pour l'approvisionnement de cette dernière en énergie (électricité et gaz) selon des accords bilatéraux préférentiel, à des prix inférieurs à ceux du marché international.

Comparée à PetroCaribe, cette pétropolitique algéro-tunisienne n'a pas d'objectif idéologique, elle ne vise pas à promouvoir un modèle alternatif à la politique néolibérale. Son but est de préserver la paix et le bon voisinage avec un « pays frère » frontalier, enjeu qui prend toute son importance aujourd'hui où de nombreux conflits couvent dans la région, que ce soit au Sahel, en Libye, et surtout dans le contexte de la dégradation des relations entre l'Algérie et son voisin de l'Ouest, le Maroc.

On peut d'ailleurs constater que, contrairement à la solidarité énergétique algéro-tunisienne, la politique qui visait à lier le Maroc à l'Algérie à travers le gazoduc Maghreb-Europe (GME) qui fournissait le Maroc en gaz également à un prix préférentiel, en plus des droits de passage sur son territoire, a finalement échoué. Le

⁷ "oil is not an object but a trajectory, indeed a constellation of exigencies, events, actions and reactions, disputes and refutations, disparity and deviation, and, above all, contradiction and conflict across historical time and social relations fused and conjoined."

⁸ "Petropolitics frames PetroCaribe as a means for geopolitical manoeuvring around the supply of oil, enhancing the regional influence of Venezuela while empowering the Caribbean island-nations vis-à-vis oil exporting states" (p.1).

⁹ "Energopower defines energy not as a geostrategic commodity but as a relation that binds places together, shaping political possibility, identity, and social relations" (p.1).

¹⁰ "establishing flows of energy and people on a logic other than market-based competition" (p.23).

¹¹ "seeking to reconfigure historically-entrenched power relations within the neoliberal petropolitical paradigm" (p.1).

¹² "PetroCaribe sought to reconfigure power relations for a more inclusive, democratic development model based on fossil-fuel consumption" (p.23).

¹³ "Cuban internationalism enabled social transformation in Venezuela and across the energy region" (p.23).

transit par le territoire marocain du gaz algérien destiné à l'Europe n'était pas indispensable, au contraire, il en allongeait le parcours. Il avait été voulu pour lier les deux pays, qui étaient en conflit depuis 1975, à cause d'un différend sur la question de la décolonisation du Sahara espagnol. En les poussant à s'engager dans un projet commun reliant leurs territoires, les initiateurs espagnols et européens du projet espéraient que cela allait favoriser leur réconciliation. Lorsque l'idée de ce gazoduc a émergé, en 1990, les deux pays étaient dans une dynamique de dialogue et d'ouverture, favorisée notamment par l'épisode de démocratisation en Algérie (1988-1992), et la frontière terrestre entre eux avait été réouverte. Mais cela ne durera pas et la frontière est refermée en 1994, alors que la construction du gazoduc était déjà engagée depuis 1993. Mis en route en 1996, un an après le lancement du partenariat euroméditerranéen auquel il va être intégré, il a fonctionné pendant près de 25 ans malgré l'enlisement

du conflit. Mais la relation entre les deux pays s'est dégradée et l'Algérie n'a finalement pas renouvelé le contrat d'exploitation du gazoduc avec le Maroc, qui expirait fin octobre 2021. Pour approvisionner l'Espagne et le Portugal, elle dispose d'un autre gazoduc, Medgaz, qui la relie directement à l'Espagne sans passer par le Maroc. Une des raisons pour lesquelles, à la différence de la solidarité énergétique algéro-tunisienne, la collaboration entre l'Algérie et le Maroc a été un échec, est probablement le fait que, contrairement à la première, la « solidarité des gazoducs » n'était pas une initiative autonome des deux pays, mais s'était faite sous la pression des européens, dans le but de fournir l'Europe en gaz. Ainsi, dans cette pétropolitique, interféraient des intérêts multiples complexes et contradictoires. Entre temps en effet, la construction du gazoduc Nordstream 1 et l'accès de l'Europe au gaz russe a changé la donne et limité drastiquement l'accès de l'Algérie au marché gazier européen.

References

- Adkin, L. (Ed.). (2016). *First world petro-politics: the political ecology and governance of Alberta*. Toronto: University of Toronto Press.
- Akdemir, I.O. (2011). Global energy circulation, Turkey's geographical location and petropolitics. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 19, 71-80.
- Al-Sowayegh, A. (1984). *Arab Petropolitics*. London: Palgrave Macmillan.
- Arriagada, G. (2006). *Petropolitics in Latin America: A Review of Energy Policy and Regional Relations*. Washington D.C.: Inter-American Dialogue.
- Balan, F. (2016). On Asymmetric Causal Relationship in Petropolitics. *Economic Annals*, 61(209), 7-25.
- Bina, C. (2013). *A Prelude to the Foundation of Political Economy: Oil, War, and Global Polity. The Economics of the Middle East*. New York: Palgrave Macmillan.
- Boucekkine, R., Prieur, F., & Vasilkis, C. (2021). Stochastic petropolitics: The dynamics of institutions in resource-dependent economies. *European Economic Review*, vol. 131, p. 103610. <https://doi.org/10.1016/j.euroecorev.2020.103610>
- Boyer, D. (2011). Energopolitics and the Anthropology of Energy. *Anthropology News*, 52(5), 5-7.
- Boyer, D. (2014). Energopower: An Introduction. *Anthropological Quarterly*, 87(2), 309–333.
- Brewer, J.V.E. (1974). Petropolitics. *SAIS Review (1956-1989)*, 18(3), 24-31.
- Cederlof, G., & Kingsbury, D.V. (2019). On PetroCaribe: Petropolitics, Energopower, and Post-Neoliberal Development in the Caribbean Energy Region. *Political Geography*, 72, 124-133.
- Cooper J.R. & Brewer J.V.E. (1974), Letters to the Editor on Petropolitics. *SAIS Review (1956-1989)*, 18(3), 59-63.
- Coronel, G. (2007). Pétropolitique dans un État autoritaire: l'exemple du Venezuela d'Hugo Chávez. *Outre-Terre*, 18(1), 205-226.
- Fontaine, G. (2010). *Pétropolitique: une théorie de la gouvernance énergétique*. London: Editions interuniversitaires européennes.
- Friedman, T. (2006). Friedman, T. L. (2006, May-June). The First Law of Petropolitics. *Foreign Policy*, 154, 28-36.
- Graf, R. (2012). Making Use of the "Oil Weapon": Western Industrialized Countries and Arab Petropolitics in 1973–1974. *Diplomatic History*, 36(1), 185-208.
- Grant, Z. (2011). *Petro-Politics in Venezuela* [Bachelor's thesis]. Coastal Carolina University.
- Ibadildin, N. (2019). *The Resource Curse, Petropolitics and Institutional Development*. Almaty: Kimep University.
- Ibeanu, O. (2002). Janus Unbound: petrobusiness & petropolitics in the Niger Delta. *Review of African Political Economy*, 29(91), 163-167.
- Lamoureux M. (January 3, 2023). L'avenir du Traité sur la charte de l'énergie, *Actu-environnement*. <https://www.actu-environnement.com/ae/news/avenir-traite-charte-energie-40902.php4>
- Licklider, R.E. (1982). The failure of the Arab oil weapon in 1973-1974. *Comparative Strategy*, 3(4), 365-380.
- Licklider, R.E. (1988). The power of oil: the Arab oil weapon and the Netherlands, the United Kingdom, Canada, Japan, and the United States. *International Studies Quarterly*, 32(2), 205-226.
- Maull, H., & Maull, H.W. (1975). *Oil and influence: The oil weapon examined (Vol.117)*. London: International Institute for Strategic Studies.
- Paust, J. J., & Blaustein, A. P. (1974). Arab Oil Weapon-A Threat to International Peace. *The American Journal of International Law*, 68(3), 410-439.
- Ramakrushna, P. (2019). Petropolitics and Pipeline Diplomacy in Central Asia: Can India Afford to Wait in the Wings?. *India Quarterly*, 75(4), 472–489.
- Raynea, S., & Forest, K. (2013). The non-generalizability of The First Law of Petropolitics, Mimeo.
- Ribicoff, A. (1973). *Petropolitics and the American energy shortage. Report to the Committee on Government Operations, United States Senate*. Washington D.C.: US Senate, Committee on Government Operations.
- Stendie, L. (2013). *Public participation, petro-politics and indigenous peoples: the contentious northern gateway pipeline and joint review panel process* [Master's thesis]. University of Oslo.
- Townsend, S. (2009). Friedman's first law fail: oil prices do not predict freedom. *Economics of Peace and Security Journal*, 4(1), 78-83.
- Tuma, E.H. (1985). *Arab Petro-Politics*. London: Routledge.
- Wacziarg, R. (2012). The first law of petropolitics. *Economica*, 79(316), 641-657.

Watts, M. (2009). The Rule of Oil: Petro-Politics and the Anatomy of an Insurgency. *Journal of African Development*, 11(2), 27-56.

Weber, Y. (2014). *Petropolitics and foreign policy: fiscal and institutional origins and patterns of Russian foreign policy, 1964-2012* [Doctoral dissertation]. The University of Texas at Austin.

Weber, Y. (2018). Petropolitics. In A. Tsygankov (Ed.), *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy* (pp. 99-117). Abingdon/New York: Routledge.

EXTRACTIVISM

| The Project

The collaborative research project ***extractivism.de*** links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit www.extractivism.de for further information.